

COUP DE THÉÂTRE DANS LA PRESSE SUISSE ROMANDE

Le groupe Edipresse reprend la «Tribune de Genève» via une holding avec la régie d'annonces Publicitas. Réactions à Genève et dans les milieux de la presse. Notre enquête. Pages 3 et 4

LE NOUVEAU QUOTIDIEN

REDACTION DE LAUSANNE, CH. DE MONTELLY 78, 1007 LAUSANNE, TEL. (021) 626 25 24 - FAX (021) 626 25 23
REDACTION DE GENEVE, RUE DE LAUSANNE 137, 1202 GENEVE, TEL. (022) 738 94 00 - FAX (022) 738 94 44
ADMINISTRATION ET ABBONNEMENTS, AV. DE LA GARE 33, 1001 LAUSANNE, TEL. (021) 49 46 09

JOURNAL SUISSE ET EUROPÉEN

SURVOL

CAMBODGE: LE RETOUR DU PRINCE

Le prince Norodom Sihanouk est rentré jeudi à Phnom Penh, mettant fin à un exil de près de 13 ans. Acclamé par la foule venue lui rendre hommage, ce retour marque le véritable point de départ du processus de paix au Cambodge 5

KOSOVO: DARE DÉNONCE

Ismail Kadaré, dans un entretien donné au *Nouveau Quotidien*, se fait le défenseur des habitants du Kosovo, région de Yougoslavie en butte aux velléités expansionnistes de ses voisins serbes 7

FIANÇAILLES D'ALUSISSE ET D'ALCOA

Le géant américain de l'aluminium apporte dans la corbeille 300 millions de francs pour l'usine de Sierre 13

ALLIANCE ENTRE ASCOM ET ERICSSON

Les deux groupes de communications fondent une entreprise spécialisée dans les systèmes de transmission 13

LUCERNE VEUT SA HAUTE ÉCOLE

La Suisse centrale ne possède aucun institut universitaire à part une faculté de théologie. Le gouvernement et les milieux économiques lucernois sont bien décidés à ouvrir d'autres facultés pour devenir un centre intellectuel. Notre page ÉCOLES 27

BUCAREST SAVOURE SA VICTOIRE DANS LE NOIR

Au lendemain de Roumanie - Suisse, Bucarest s'est replongée dans son habituelle monotonie. Avec son lot de tristesse et de pauvreté. Notre envoyé spécial s'est promené dans les ruelles de la ville 29

BOURSES	14-15
AGENDA	24-25
MÉTÉO	28
MÉMENTO	31
CINÉMAS	32-34
TV	35

Plus d'un chômeur sur quatre est Genevois ou Vaudois

Entre septembre et octobre, le chômage a augmenté de plus de 8% en Suisse. Premiers touchés, les employés de bureau romands. Maigre consolation, la durée des indemnités sera prolongée dès janvier.

YVES PETIGNAT
BERNE

Avec 45 692 chômeurs recensés à fin octobre, soit 4000 de plus qu'en septembre, la Suisse n'en est pas encore aux taux catastrophiques européens qui flirtent avec 10%, mais la situation se détériore rapidement. Le taux des sans-emploi est passé de 1,3% des personnes actives en septembre à 1,5% en octobre. Il y a moins d'un an, la Suisse souffrait pourtant du suremploi. Employés de bureau, salariés de l'hôtellerie, travailleurs des machines et vendeuses sont les catégories les plus touchées par les pertes d'emploi. Et ce sont les cantons latins qui ont les honneurs des tristes records, avec des taux de 3,5% au Tessin, 3,3 à Genève, 3,2 à Neuchâtel, 2,6 dans le canton de Vaud, 2,4 dans le Jura et 2,2 en Valais. Un décalage très net avec la Suisse alémanique et dif-

ficilement explicable. Genève (6167) et Vaud (6700) comptent à eux seuls plus du quart des chômeurs suisses.

A Genève ou Lausanne, une partie de l'explication tient à la forte augmentation des licenciements dans les bureaux, qui s'ajoute à la crise du bâtiment et de l'immobilier, note Rudolf Muller, chef de la division des statistiques à l'OFIAMI. En raison de l'absence de reprise de l'économie mondiale, qui oblige à une gestion serrée des entreprises, mais aussi de la progression spectaculaire de la technologie (informatique, télécoms). Mais le secteur bancaire, selon Rudolf Muller, devrait arriver au terme des restructurations qui ont entraîné d'importants licenciements.

«Nous sommes surpris de cette progression plus forte que ne le laissait entrevoir la reprise de l'économie mondiale il y a

quelques mois», constate Rudolf Muller. La reprise se fait attendre et, comme le montre la situation aux Etats-Unis, elle pourrait être moins vigoureuse qu'on ne l'espérait. Du coup, l'OFIAMI compte que le chômage pourrait encore augmenter nettement jusqu'au printemps. A la stagnation des commandes due à l'ab-

sence de reprise mondiale, l'industrie des machines, qui a introduit d'importantes mesures de chômage technique depuis l'été, doit aussi ajouter la perte de ses marchés traditionnels des pays arabes et de l'est de l'Europe.

Les femmes et les travailleurs non qualifiés, qui sont souvent

dans une situation très précaire, sont généralement les premiers licenciés.

Maigre consolation: la révision de la loi sur le chômage, qui assouplit les conditions du chômage partiel et rallonge les indemnités jusqu'à 300 jours, entrera en vigueur le 1er janvier prochain. □

LA CLOPE SENT LE ROUSSI



Les volutes bleues des longues blondes et des brunes corsées bientôt censurées dans la pub.

FRANÇOIS GROBET

Page 17

Les terroristes de Lockerbie inculpés

La Suisse a joué un rôle important dans l'enquête. L'attentat avait fait 270 morts.

Les auteurs présumés de l'attentat contre le Boeing de la Pan Am au-dessus de Lockerbie en Ecosse (270 morts le 21 décembre 1988) viennent d'être inculpés par les justices américaine et britannique. Il s'agit de deux agents de renseignement libyens, qui avaient réussi à faire embarquer depuis Malte vers Francfort une valise contenant un engin explosif dissimulé dans une radiocassette. Mais les terroristes courent toujours: les polices américaine et écossaise ont lancé des mandats d'arrêt contre eux, mais craignent qu'ils se cachent en Libye, d'où il sera difficile de les déloger.

En accordant l'entraide judiciaire et en enquêtant sur cette affaire, la Suisse a largement contribué aux résultats obte-

nus», comme l'a confirmé le Ministère public de la Confédération au «Nouveau Quotidien».

Mais la piste suisse reste encore bien mystérieuse.

JPC
Page 6

700e: enveloppe surprise

Qu'y a-t-il dans le paquet cadeau que la Suisse a accepté d'offrir au tiers monde à l'occasion du 700e anniversaire de la Confédération? Une myriade de projets originaux pour protéger la planète. Parmi lesquels un projet de lutte contre les pluies acides en Asie du Sud-Est et la diffusion de frigos écologiques en Inde. «Par nos contributions, nous voulons faire coïncider les intérêts écologiques et économiques des pays en voie de développement et des pays industrialisés», explique Jean-Bernard Dubois, l'un des responsables de la DDA.

Page 11

GUILLEMETS

«L'homme fait comme l'enfant, il rêve, au berceau des illustres cités, les génies tout-puissants, les héros, les dieux, et ne saurait concevoir que les plus grandes choses aient eu les plus humbles commencements.»

Edouard Charton, «Voyage aux sept merveilles du monde, 1880

Cambodge, souvenirs de sang

ALAIN CAMPIOTTI

Un souvenir de décembre 1979. Dans la capitale presque déserte du Cambodge exsangue, tenu depuis douze mois par l'armée vietnamienne, les premiers secours privés arrivent. Juste en face de la Banque nationale effondrée (on trouve dans ses gravats la monnaie de papier que les Khmers rouges n'ont jamais mise en circulation), une organisation humanitaire anglo-saxonne a ouvert sous un auvent un point de distribution alimentaire. Une trentaine d'affamés attendent leur tour. Parmi eux, deux jeunes femmes portent le pyjama noir et l'écharpe blanche et rouge dont les Khmers rouges avaient fait leur uniforme. Leur attitude — dos tourné, visage fermé, baissé — dit leur hostilité et leur humiliation. Elles repoussent le cameraman qui filme. L'invasion vietnamienne, l'assistance venue d'Occident: c'est l'éroulement du rêve radical de pureté égalitaire, ultra-nationaliste que les Khmers rouges avaient imposé dans le sang à Phnom Penh, ville-lupanar pour eux.

Douze années ont passé. Siha-nouk est de retour, et les envoyés spéciaux ont tous écrit qu'une Chevrolet blanche avait été amenée pour lui de Bangkok. Alors que les diplomates rappliquent

avec les escouades des Nations Unies, et bientôt les hommes d'affaires, les prix des villas vite retapées explosent. La prostitution a déjà rétabli ses quartiers dans le quadrillage des grands boulevards. La capitale, pour les campagnes luxuriantes mais misérables, va reprendre son rôle d'aimant.

Les Khmers rouges attendent cela. Les documents internes du mouvement le disent crument: avec Siha-nouk, avec l'Occident va revenir la pourriture immorale, l'inégalité criante; et la pression vietnamienne, qui a autrefois pris au Cambodge la Cochinchine, continuera. Alors, Pol Pot et ses camarades sont convaincus que le temps travaillera pour eux, aidés par les armes qu'ils ont accumulés dans les montagnes et dans la jungle. Ils iront de village en village, de maison sur pilotis en maison sur pilotis pour mobiliser les Cambodgiens aux pieds nus contre leurs oppresseurs, les citadins. Ils y croient puisqu'ils le disent. Rien n'excusera dans l'histoire le massacre auquel a abouti, dans les années 70, leur délire égalitaire. Mais rien n'excuse non plus l'extrême inégalité fondée sur la corruption, qui fut le lot du pays avant eux. Et rien n'excuserait que ce soit à nouveau l'état du Cambodge. □

▷ Page 5

Le journal, ce condensé de passion!

EDITORIAL

GUY METTAN

Pour les Genevois en général et les lecteurs de la Tribune de Genève en particulier, la reprise de la «Julie» par le groupe lausannois Edipresse est évidemment un événement émouvant et chargé de force symbolique.

Car le journal, pour ceux qui le lisent, se vit d'abord avec le cœur. C'est un objet d'émotion et de passion. On cherche ses signatures préférées, on saute aux sports, on revient en arrière.

On triture ses pages dans tous les sens, on aime sentir son papier dans la main. D'un côté, on y met ses tripes, sa rage de convaincre, son plaisir de lire. De l'autre, on l'aime ou le déteste mieux qu'une maîtresse. On le critique au moindre écart. On l'adore quand il nous flatte. On exige tout de lui, qu'il dise la vérité et qu'il nous mente, qu'il change et qu'il ne change pas. On veut tout, qu'il parle à la fois à la tête, au cœur et aux tripes, en même temps.

Le journal fait donc beaucoup mieux que de faire partie des meubles. Il nous habite, presque charnellement. Il

constitue notre identité profonde.

Dès lors, nous sommes souvent incapables de réagir rationnellement quand son sort est en jeu.

Le changement de propriétaire de la Tribune n'échappera sans doute pas à la règle. Pendant quelques jours, les rumeurs les plus folles, les alar-

naces d'asphyxie financière qui guettaient le journal. On verra que le processus de concentration de la presse ne fait que suivre la tendance aux regroupements que connaissent tous les secteurs de l'économie, des banques aux fabricants de boisson.

On constatera que cette reprise ne fait que répondre aux

de part et d'autre de la Ver-soix, en dépit des efforts que déploient des groupes comme l'Association pour le développement des relations transfrontalières, qui tient aujourd'hui ses assises à Annemasse.

On s'apercevra enfin qu'un éditeur habile intervient le moins possible dans la rédaction. Pour la bonne raison que, aussi fut-il soit-il, il ne parviendra jamais à faire un journal rentable contre les goûts, la mentalité, l'émotivité, l'identité profonde de ses lecteurs. Toutes les entreprises qui ont essayé d'imposer un management, des produits et un style trop étrangers aux mœurs locales ont échoué.

De deux choses l'une, alors. Soit la Tribune reste cette source d'affects, de plaisir et d'information que 60 000 Genevois achètent chaque jour, et se rétablit financièrement moyennant une réforme de la gestion. Soit elle ouvre avec succès ses colonnes à un esprit différent. Mais cela signifierait alors que les Genevois ont changé d'esprit. Dans tous les cas de figure donc, la Tribune restera «l'une des expressions de l'identité genevoise» que le Conseil d'Etat genevois se soucie de conserver. □

▷ Page 3 et 4

Le journal nous rappelle, chaque jour, que le monde est toujours à sa place et que nous sommes toujours là, bien vivants au milieu des horreurs qui peuplent régulièrement ses pages.

mes les plus vives parcourront les rédactions, les cercles de lecteurs proches et les milieux politiques locaux les plus susceptibles. On s'inquiétera pour la sécurité de l'emploi et l'indépendance rédactionnelle, et du danger de «colonisation» que cette reprise pourrait signifier pour Genève.

Puis, très vite, on s'apercevra que ces craintes pèsent peu de chose en regard de la me-

nouvelles exigences de gestion et de professionnalisation de la presse. Fini le temps des budgets mal ficelés et des conseils d'administration peuplés d'amateurs!

On s'apercevra encore que cette concentration ne fait qu'épouser les contours de la nouvelle entité romande en train de naître autour de l'axe Genève-Lausanne et que tant d'esprits s'acharnent à ignorer

Rachat judicieux de la «Tribune»

CHRISTOPHE BÜCHI*

La transaction conclue entre Publicitas et Edipresse, la vente de la «Tribune de Genève», est certainement judicieuse du point de vue économique. Publicitas s'est toujours senti mal à l'aise dans son rôle d'éditeur puisque la firme doit, en tant qu'intermédiaire dominant sur le marché des annonces, garantir sa neutralité et son objectivité. Plus concrètement: celui qui désire passer une annonce veut être certain qu'elle sera publiée dans le média le mieux adapté. Aussi longtemps que Publicitas est propriétaire de journaux, on soupçonnera que la firme favorise ses propres publications.

Avec la vente de la «Tribune de Genève», Publicitas peut au moins partiellement se débarrasser de cette position inconfortable d'éditeur. La société le fait d'autant plus volontiers que la «Tribune de Genève» prend l'eau depuis longtemps. En premier lieu ce sont les conflits sociaux et les grèves qui sont à l'origine des pertes de ces dernières années. Ensuite, avec quatre quotidiens locaux («La Suisse», «Tribune», «Journal de Genève», «Le Courrier»), un hebdomadaire gratuit et divers concurrents («Etrangers», «Le Matin», «L'Hebdo», etc.), le marché genevois est un terrain glissant.

L'effondrement du volume de la publicité, mais aussi la venue d'un nouveau concurrent, le «Nouveau Quotidien», n'ont pas amoindri les chances d'une guérison rapide.

Mais pour Edipresse aussi, l'affaire est tout à fait sensée. Elle acquiert — sans libérer de liquidités — un journal qui se prête parfaitement à la collaboration avec des titres comme «24 heures». On le sait de sources bien informées: chez Edipresse on rêve depuis longtemps de monter un réseau de journaux régionaux afin de pouvoir affronter les bouleversements du marché de la presse. Exemple: pourquoi la «Tribune de Genève», «24 heures» et d'autres journaux

régionaux ne produiraient-ils pas des pages sportives et étrangères communes tout en se partageant la même publicité? Chez Edipresse on part du principe que le marché suisse sera soumis à une pression intense: la publicité télévisuelle, le sponsoring, mais aussi l'unification européenne vont contraindre les éditeurs à des économies croissantes, à la coopération et à des fusions. De telles coopérations sont plus faciles à réaliser si on contrôle déjà les titres avec lesquels elles sont possibles.

La logique économique, c'est une chose. La question politique en est une autre. C'est à ce sujet qu'il faut s'interroger.

Avec la reprise de la «Tribune de Genève» par le groupe lausannois Lamunier-Edipresse, la concentration de presse en Suisse romande atteint un degré inhabituel, même pour la Suisse. Edipresse possède maintenant trois des quatre journaux à grand tirage de la Suisse ro-

mande («24 heures», «Tribune de Genève» et «Le Matin»), ainsi que le «Nouveau Quotidien» lancé au mois de septembre. De plus, le groupe a le pied dans la porte de trois journaux régionaux importants («Le Nouvelliste» de Sion, «La Riviera» de Vevey et «Le Démocrate» de Délemont).

La puissance du groupe Edipresse sur le marché de la presse de la Suisse romande est une mesure aussi au fait qu'à l'avenir il assurera les trois quarts des contributions de l'Union romande des journaux (URJ). Longtemps on a pu dire qu'en Suisse romande il y avait deux grands («Edipresse et le groupe Nicole») et quelques petits. Aujourd'hui on peut dire qu'il n'y a qu'un seul grand et quelques outsiders: Jean-Claude Nicole («La Suisse», «TVS»), Ringier («L'Hebdo»), le groupe «Journal de Genève/Gazette de Lausanne» et divers éditeurs régionaux. A l'opposé de la Suisse alémanique où se bagarrent qua-

tre grands, la Romandie, avec 1,2 million d'habitants, ne semble avoir la place que pour un seul grand groupe de presse écrite.

Cette forte concentration, qui pourrait provoquer l'intervention de la commission des cartels, est loin d'être bénéfique à la diversité de la presse. Bien sûr l'éditeur lausannois assure qu'il n'abusera pas de sa position dominante et assurera cette diversité. Et on ne peut mettre dans le même sac «24 heures» et «Le Nouveau Quotidien».

Toutefois une position aussi forte recèle des dangers. Ainsi les syndicats de journalistes devront à l'avenir négocier avec un éditeur qui contrôle pratiquement la moitié des emplois dans la presse écrite de la Suisse romande. Que cette situation accentue le déséquilibre existant entre les partenaires sociaux est évident. □

▷ Pages 3 et 4

* Correspondant du «Tages-Anzeiger» en Suisse romande.

CE QU'ILS EN PENSENT

ИЗВЕСТИЯ

LA COUPE DU KREMLIN SERT L'ÉCONOMIE

(...) Qui a dit que dans notre pays les gens ne vont plus au spectacle? Le tournoi international de tennis, la Coupe du Kremlin, a pleinement démenti cette idée. Lorsque jouent des stars, lorsqu'on sent qu'on vous accorde respect et attention dans le stade, alors on a aussi des problèmes avec des gens détenant des «billets» en trop. De ce point de vue, les organisateurs de la compétition, le journal Les nouvelles de Moscou et Gosport RSFSR (services sportifs officiels de la République de Russie. Réd.) peuvent être satisfaits: dans le magnifique complexe sportif olympique, on a pas manqué de spectateurs. On a même joué à guichets fermés lors des matchs décisifs. (...)

Cherkassov, en prenant la première place, a reçu 42 000 dollars. En double, les Allemands Jelen et Steeb se sont montrés supérieurs d'une classe aux nôtres et ont battu Volkov et Cherkassov. Les

spectateurs, je n'en doute pas, ont pendant quelque temps pu oublier leurs soucis quotidiens et vivre des émotions agréables.

Et on a envie d'ajouter que ceux qui estiment que la Coupe du Kremlin est une compétition élitiste, soutenue par d'importantes firmes étrangères ont tort.

Ces firmes s'intéressent beaucoup au marché soviétique et ont énormément fait pour que nous puissions aussi obtenir leurs excellents produits. Ainsi les pharmacies Bayer, le magasin de vêtements de sport Ellesse et les magasins alimentaires de la firme israélienne Osem vont bientôt apparaître à Moscou... Bref, la Coupe du Kremlin n'est pas seulement une bonne publicité pour les firmes occidentales, mais rend possible de réels contacts d'affaires avec des collègues en Russie. Cela ne peut être que satisfaisant.

A. PETROW

LA LIBERTÉ

L'AVENIR DU RÉFÉRENDUM

(...) Notre Parlement de milice est obligé de faire le travail d'un professionnel et notre souverain, déjà paresseux si on pense au faible taux de participation, va devoir aller aux urnes si souvent que l'on risque une lassitude aux effets désastreux. Le référendum, comme l'avait dit Jean-François Aubert, est un merveilleux instrument qui, tout comme l'initiative, permet au peuple de décider de son propre destin. Mais il conduit à l'immobilisme. (...)

Il y aurait un moyen de s'en sortir: n'admettre que le référendum obligatoire pour les toutes grandes occasions; pour les

autres, autoriser le Parlement à provoquer une consultation populaire de cas en cas. C'eseraient tout de cas mieux que d'augmenter le nombre de signatures requises, une mesure qui favoriserait les grands groupes de pression. Mais ce pas nous rapprocherait des systèmes de démocratie «parlementaire» que connaissons nos voisins.

Au fait, ne va-t-on pas, lorsqu'on parle de briser la formule magique et de réformer nos institutions, vers une mutation inéluctable? Pour avancer, il faut parfois changer les règles du jeu.

ROLAND BRACHETTO



Dessin: Summers, «Orland Sentinel».

THE UNIVERSAL PRESS SYNDICATE

Quatre quotidiens romands sont désormais entre les mains d'Edipresse. Selon Pierre Lamunière, «la concentration garantit la diversité des titres». La chasse aux synergies a commencé.

En reprenant la «Tribune de Genève», Edipresse renforce une stratégie romande

ALAIN JEANNET

Le paysage de la presse romande est en plein mouvement: hier, Edipresse a annoncé qu'il reprenait à Publicitas la Tribune de Genève et 40% du quotidien jurassien *Le Démocrate*. Outre *24 heures*, *Le Matin* et le *Nouveau Quotidien*, Edipresse contrôle désormais quatre grands quotidiens. Soit 46% des 600 000 journaux vendus chaque jour en Suisse romande.

Combien cette opération lui a-t-elle coûté? Justement, Edipresse n'a pas déboursé un franc

en cash, mais créé une nouvelle société, dont Publicitas détient 25% du capital. Difficile à évaluer, la valeur de la *Tribune de Genève* tourne autour de 50 à 70 millions. Outre les journaux et magazines, cette holding coiffe le Centre d'impression de Bussigny. Ensemble, Edipresse et Publicitas détiennent aussi 37% du *Nouvelliste*. Sont exclus de cet accord les autres participations d'Edipresse (voir page 4). Pour sa part, Publicitas conserve ses participations dans la presse allemandique (*Basler Zeitung*, *Luzerner Zeitung*, *St. Galler Tagblatt*).

Des rumeurs sur le sort de la *Tribune de Genève* circulent depuis plus d'un an. Certes, la «Julie», comme on la surnomme, est devenue le premier quotidien genevois, devant *La Suisse*, avec un tirage de 60 142 exemplaires. De quotidien de l'après-midi, elle est devenue journal du matin en 1990, réussissant un «lifting» important. Mais, depuis deux ans au moins, la *Tribune de Genève* est dans le rouge. Pertes d'exploitation pour 1991: cinq millions environ.

«Cette opération diminue l'ambiguïté de notre position, explique Jean-Claude Gisling, administrateur délégué de Publicitas. Comme propriétaire de la *Tribune de Genève* et régisseur d'annonces, on pouvait nous reprocher de ne pas être neutre et de servir notre titre mieux que les autres journaux.» Les dirigeants de Publicitas reconnaissent aussi qu'ils ne disposaient pas des professionnels de l'édition «capables de fournir à la *Tribune de Genève* toutes les compétences qu'elles auraient pu espérer», selon les termes de Jean-Claude Gisling. Propriétaire de la «Tribune» depuis la grande Crise, Publicitas décide donc aujourd'hui de se concentrer sur son secteur principal d'activités. Plusieurs éditeurs et groupes financiers ont approché Publicitas pour reprendre «La Julie», dont le groupe Ringier. «Nous n'avons pas fait d'offre formelle en raison du droit de préemption d'Edipresse, précise Michael Ringier. Mais nous sommes intéressés à tous les titres disponibles, où qu'ils se trouvent

en Suisse. Mais une chose est sûre: nous n'avons pas offert 100 millions, comme cela a parfois été avancé.» Pourquoi, finalement, l'opération n'a-t-elle pas eu lieu plus tôt? Parce qu'aucun groupe n'avait proposé une solution qui n'implique pas la vente pure et simple. «Le but n'était pas de faire du cash», ajoute François Milliet, le nouveau président du conseil d'administration de Publicitas. L'arrivée de celui qui fut le premier président de la nouvelle SMH et qui dirige encore Galenica a sans doute contribué à la rapidité de l'opération.

A cela s'ajoute la dure réalité économique: cette année, les volumes publicitaires ont baissé de 15% en moyenne. De plus, la concurrence prochaine de la télévision et les restrictions probables en matière de publicité pour le tabac et l'alcool renforceront la tendance. Exception faite de *24heures*, *Le Matin*, *La Liberté* et *Le Nouvelliste*, tous les quotidiens romands sont dans le rouge. En comparaison interna-

tionale, le nombre de quotidiens en Suisse romande paraît irréaliste: «Il y a deux scénarios possibles, affirme Pierre Lamunière, administrateur-délégué d'Edipresse: soit une diminution du nombre des entreprises de presse et donc de leurs titres; soit la reprise de ces titres par des groupes forts économiquement.» L'argumentation de Pierre Lamunière est claire: la diversité des titres est mieux garantie par la concentration que par l'éclatement de la propriété des journaux.

Cette fusion viole-t-elle la loi sur les cartels? A priori pas: cette loi ne limite pas les positions dominantes, mais les abus de position dominante. Reste quelques craintes: celle d'une homogénéisation journalistique et politique des titres; celle d'une perte de liberté des journalistes, face à un employeur puissant; celle, enfin, d'une reprise en main brutale de la *Tribune de Genève*. «Nous ne sommes pas venus pour couper des têtes», poursuit Pierre Lamunière, qui a confirmé le rédacteur en chef Daniel Cornu dans ses fonctions.

De même, il annonce la mise sur pied d'une charte qui garantit aux rédactions leur indépendance. «Nous ferons la preuve par l'acte». Premier groupe romand, Edipresse l'était déjà. Avec la reprise de la *Tribune de Genève*, il fait un pas de plus vers la création d'une entreprise au sein de laquelle il devrait exister de nombreuses synergies entre les différents titres, selon le terme consacré. Dans cette configuration, la *Tribune de Genève* sera le grand quotidien régional genevois, ce que *24heures* est au canton de Vaud. Il s'agira aussi de restructurer la distribution des journaux et de concentrer à Lausanne les services administratifs... Synergies, plus délicates celles-là, dans le domaine sportif et en rubrique internationale, certains événements n'étant plus couverts à double. «Mais les journaux ont une âme, ajoute Pierre Lamunière, qui promet qu'il ne touchera pas à celle, genevoise, de la «Tribune».

► A suivre: La grande interview de Pierre Lamunière dans notre édition de dimanche.

Née il y a 112 ans

Elle a 112 ans, la «Julie» des Genevois. Elle doit la vie à un colonel de l'armée nordiste américaine qui avait épousé la fille d'un banquier d'ici et décidait en 1879 de lancer un journal de langue anglaise! Deux ans plus tard, il le baptise la *Tribune de Genève*. De décennie en décennie, la «Julie» s'est imposée comme le journal des familles. De l'ancien conseiller d'Etat Alain Berner à l'épicière du quartier, ils sont nombreux ceux qui ont commencé à la lire sur les genoux de leur papa. Ou avec leur mère quand ils rentraient de l'école, car la *Tribune de Genève* a un lectorat féminin solide et fidèle. Ses rédacteurs en chef aussi lui ont été fidèles: en 112 ans, ils n'ont été que six. En 1971, la «Julie» est le premier quotidien en Suisse à passer à l'impression en offset. On est encore dans les années fastes.

Les années 80 seront celles des soubresauts et des changements. Une longue grève en 1983. Des difficultés financières croissantes: le quotidien est encore bénéficiaire, il permet d'équilibrer les déficits croissants de l'imprimerie Roto-Sadag. Le passage à l'équipement informatique de la rédaction en sera retardé: la *Tribune* n'est plus celle qui innove. Elle suit essouffée, derrière sa concurrente, *La Suisse*. Et si elle est toujours rédigée à la rue du Stand, en plein cœur de Genève, elle quitte le canton pour être fabriquée au Centre d'impression de Bussigny, qui appartient à Edipresse. Depuis 1989, la vie est mouvementée. Fin d'une tradition séculaire: la «Julie» arrive à l'aube dans les boîtes aux lettres.

Enfin elle change de look. Elle remonte lentement la pente pour subir en mars 1990 une grève très dure d'un mois qui la déstabilise financièrement. Six mois plus tard, l'imprimerie Roto-Sadag est vendue. Reste le quotidien qui remonte péniblement la pente en augmentant un peu son tirage, pour subir de plein fouet et sans réserves la récente récession économique.

S. E.

La presse suisse à l'heure des concentrations

Dans tout le pays, éditeurs, imprimeurs, annonceurs regroupent leurs forces et rationalisent pour le maintien de marchés de plus en plus difficiles.

Le regroupement observé en Suisse romande, sous l'impulsion du groupe Edipresse, n'est de loin pas un cas

isolé. Outre-Sarine, le même mouvement régit la presse écrite.

Dernier épisode en date, la fu-

sion entre deux des trois quotidiens lucernois, le démocrate-chrétien *Vaterland* et le radical *Luzerner Tagblatt*; le 2 novem-

bre paraissait pour la première fois la *Luzerner Zeitung*. Cette union politiquement contre nature montre à quel point les réalités économiques imposent aux éditeurs de passer outre leurs sentiments pour survivre.

Au printemps, suite à la débâcle d'Omni Holding, Jean Frey AG (qui édite notamment la *Weltwoche*, le *Sport* et *Bilanz*) passait dans le giron de Beat Curti, déjà propriétaire de *Politik* et *Wirtschaft*. De son côté, le groupe zurichois du *Tages-Anzeiger* détient 49% du capital de la *Berner Zeitung*, elle-même résultat d'une fusion plus ancienne entre le *Berner Tagblatt* et les *Münsinger Nachrichten*. Autre union qui appartient déjà à l'histoire, celle de la *National Zeitung* et des *Basler Nachrichten*, qui a donné naissance à la *Basler Zeitung*.

A Zurich, le plus grand éditeur de Suisse, Ringier, qui règne sur le populaire *Blick*, journal le plus lu du pays, et sur de nombreux titres dont la *Schweizer Illustrierte*, *Cash*, *L'Hebdo* et *L'Illustre*, a pour sa part pris cette année une participation minoritaire de 20% dans «Le Nouveau Quotidien».

Les concentrations ne se manifestent pas que par la reprise d'un titre par un éditeur ou par la fusion de deux journaux. Souffrant de surcapacité, et, souvent, d'une course à la modernisation qui coûte très cher aux éditeurs (hausse des taux hypothécaires en prime), le parc industriel de l'imprimerie suisse est le théâtre de nombreuses alliances. Un exemple allemand illustre bien cette situation: à Schaffhouse, l'éditeur conservateur des *Schaffhauser Nachrichten*, Max Rapold, a conclu un accord avec l'Unionsdruckerei, qui imprime

les socialistes *AZ* (à Schaffhouse, Winterthour et en Suisse orientale) et le *Volksrecht* de Zurich, journal de gauche.

Autre type d'alliances très en vogue, les plates-formes d'affichage publicitaire. Souvent, il s'agit d'ententes régionales, comme dans le cas de Triglio (*Bund*, *Bieler Tagblatt*, *Thuner Tagblatt*). Récemment, le quotidien genevois *La Suisse* a rejoint Swisscom, alliance réunissant quatre autres quotidiens allemands: *Berner Zeitung*, *Tages-Anzeiger*, *Luzerner Neueste Nachrichten* et *Zuger Nachrichten*.

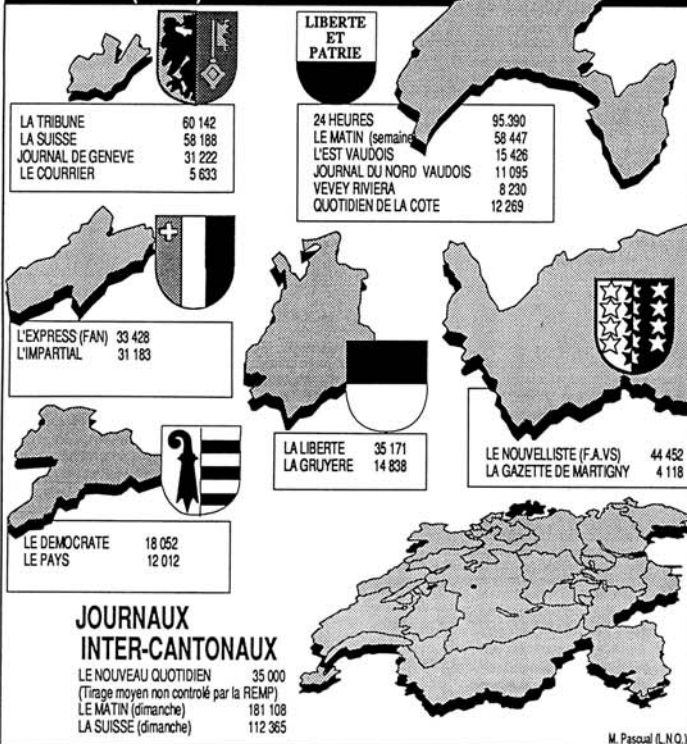
Georges de Csernatory, de Publicitas, confiait voici deux mois à l'ATS qu'il estimait à trente le nombre de titres appelés à disparaître en Suisse dans les dix prochaines années. Malgré leur expansion à l'étranger (Ringier en Amérique et à Hongkong, Edipresse aux Etats-Unis et en Espagne), les deux plus grands éditeurs suisses conservent une taille très inférieure aux géants européens. Robert Hersant (40 titres) et Hachette en France, Bertelsmann et Axel Springer en Allemagne, Berlusconi en Italie ne cachent pas leurs ambitions de s'implanter encore plus fortement en Europe. Multimédias, ces groupes bétonnent le marché de l'Est et visent aussi outre-Atlantique. Où la rationalisation a conduit bon nombre de quotidiens à regrouper leurs forces dans une agence d'information, Knight Ridder, pour survivre.

En Grande-Bretagne, la situation des deux géants est moins florissante: l'empire de feu Robert Maxwell tremble sur ses bases, celui de Rupert Murdoch est très endetté. Mais il contrôle encore cinq quotidiens nationaux.

THIERRY MEYER

► Suite en page 4

TIRAGE DES QUOTIDIENS ROMANDS CONTROLÉ (REMP) AVRIL 91



Les bleus à l'âme des journalistes de la «Julie»

À la rédaction de la «Tribune de Genève», personne n'est catastrophé. Les journalistes sont plutôt soulagés que leur journal survive. Mais ils sont inquiets. Emplois et diversité de l'information: rien n'est garanti.

SABINE ESTIER

Une vieille photocopieuse jaunasse qu'il faut alimenter page par page: en 1991, l'outil à l'air sorti d'une vente aux

enchères. C'est pourtant l'instrument de travail principal accordé au service de documentation de la Tribune de Genève. Tout un symbole! À l'image du management de bricolage qui a précipité les

difficultés financières du quotidien genevois, doté d'un conseil d'administration qui réunissait des politiciens certainement, des personnalités de la République peut-être, mais en tout cas pas

des professionnels de la presse. Dans l'effervescence de l'après-midi, au milieu des caméras de télévision et des téléphones incessants des confrères inquisiteurs, l'édition continuait d'être assurée avec calme par les journalistes de la Tribune de Genève. Ils étaient sous le choc tout de même. Bien sûr, personne n'était vraiment surpris. Depuis les temps que le taux d'adrénaline montait dans la rédaction chaque fois qu'une rumeur se faisait plus insistante! Mais cette fois, c'est pour de bon.

se renforcer. «C'est la première fois qu'on entendait un langage de «pros», de patrons, de gens qui savent ce qu'ils veulent, relève un rédacteur. Et puis Lamunier et Pasche ont une franchise à laquelle nous ne sommes pas habitués. Quand on leur a demandé si les emplois seront garantis, ils ont répondu: non. Point. Pas de ces réponses entortillées et langue de bois.»

Mais cela n'empêche pas une certaine inquiétude de flotter à travers les bureaux. Incertitudes sur les emplois: tant à 24 heures qu'à la Tribune de Genève, il y aura quelques suppressions, à cause des collaborations qui seront développées entre les deux titres. Incertitudes sur les futures collaborations justement: c'est que la fabrication commune durant quelques mois de Télé-Top-Matin a laissé des souvenirs cuisants. Incertitudes encore sur l'indépendance rédactionnelle.

Président de la Société des rédacteurs, Pierre Meyer ne tient pas un autre discours: «Nous sommes satisfaits que le titre puisse être sauvegardé. Mais nous n'avons reçu aucune assurance formelle et des licenciements ne sont pas à exclure. Il faut attendre des décisions plus complètes.»

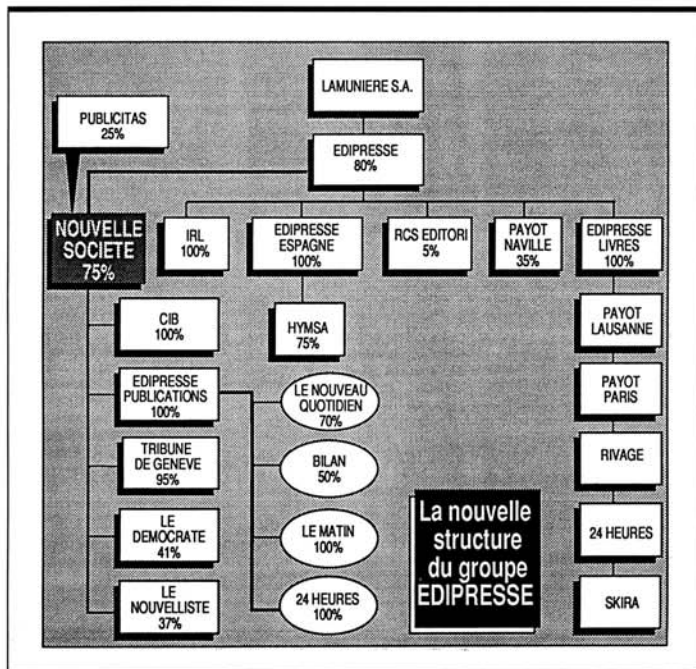
Le plus amer, c'est le chef de la rubrique économique. «C'est dur, quand on aime l'information. Bien sûr, pour le journal, c'est bien. Mais on ne peut pas se contenter d'exulter parce qu'il y a enfin y avoir des sous, s'exclame Marco Cattanéo. L'information n'est pas seulement un

produit commercial. Pour la profession, ce rachat est une catastrophe. Parce que la diversité de l'information, c'est un garant de la démocratie. Et le fait qu'un seul groupe concentre entre ses mains une aussi grande part de marché, c'est grave.

«La compétition entre journaux, voilà le moteur de notre curiosité. Si tout est concentré dans un seul groupe et s'il n'y a plus qu'un seul produit par segment de marché, il n'y a plus de compétition. On fabrique un produit boulevard, un produit haut de gamme, un produit local: cela crée l'illusion de la diversité, mais chaque produit est destiné à occuper tout son segment de marché. Du coup, il n'y a pas de confrontation, comme celle qui peut exister entre de vrais concurrents sur le même marché, Le Monde, Libération, Le Figaro.»

Et d'ajouter: «Ce qui m'inquiète, c'est qu'à l'étranger on vivrait ce rachat comme un problème politique. Le phénomène Hersant par exemple avait suscité bien des vagues. En Suisse la concentration de presse est vue comme un simple événement économique.»

Même sous le choc ou l'inquiétude, on ne manque pas d'humour dans cette rédaction qui a la particularité d'entretenir une atmosphère chaleureuse et conviviale: «Daniel Cornu, c'est le seul rédacteur en chef qui voit défiler au-dessus de lui les directeurs! En neuf ans, il en est à son troisième», lance quelqu'un dans les couloirs.



Le taux d'adrénaline montait à chaque rumeur insistante

Il y a d'abord les réactions de soulagement. Celle de savoir enfin à quelle sauce ils vont être mangés. Celle de réaliser que la survie de leur journal est assurée. «Vu la situation financière, il n'y a rien à regretter, lance Jean Ryniker. C'est même une chance.» La façon dont le rédacteur en chef adjoint tiraille sur sa pipe trahit pourtant une certaine déception. «Dommage que les errements de management dans le passé ne nous aient pas permis d'opérer un redressement nous-mêmes! C'est le regret du vieux Tribunaire que je suis depuis 1956.

Soulagement aussi d'être repris par un groupe de presse solide, qui permettra au journal de

«C'était prévisible»

Michel Baettig, rédacteur en chef de «La Suisse». La nouvelle ne m'a pas surpris. Le jour où la Tribune de Genève a été imprimée à Lausanne par Edipresse, la situation à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui était prévisible. Ce nouveau montre à quatre têtes (24 heures, Le Matin, Le Nouveau Quotidien et la Tribune de Genève) va nous motiver afin de nous battre plus durement sur ces deux champs de bataille traditionnels que sont les informations locales et sportives. Il faut également relever que c'est tout le canton de Genève qui vit des moments difficiles, la baisse de son rayonnement se confirmant. Le rachat de la Tribune est un symbole de plus qui révèle le manque de vigilance des Genevois: ils ne savent plus conserver leur patrimoine. Mais soyons beaux joueurs, cela montre également le dynamisme d'Edipresse.

naissions ses difficultés économiques, ses relations avec Publicitas, et les liens entre Publicitas et Edipresse. L'affaire qui vient d'être conclue semble donc naturelle. Pour ce qui est de notre titre, nous avons le sentiment que cette transaction ne nous fait pas risquer quoi que ce soit. Au contraire même, nous avons intérêt à ce qu'une pluralité de titres se maintienne en Suisse romande. Et nous savons qu'Edipresse n'a pas l'intention de conquérir une position de monopole.

L'avenir nous réserve inévitablement de nouvelles fusions entre éditeurs, ainsi que des accords, qu'ils concernent l'impression, la distribution et même une entente sur le plan publicitaire. La récession qui sévit dans les médias nous contraindra à des opérations de ce type.

«Un séisme et une chance»

José Ribeaud, rédacteur en chef de «La Liberté».

A mon avis, cette opération est un séisme dans le paysage de la presse romande. Cela contraindra La Liberté à être encore plus qu'avant le reflet de la société fribourgeoise, à être plus critique, curieuse et même fouineuse. Dans cette logique, nous allons implanter de nouvelles rédactions décentralisées dans le sud du canton, comme par exemple à Payerne où nous disposerons de trois journalistes. Mais, dans le même temps, notre souci est de rester un journal généraliste, tant à l'échelle internationale que nationale. Face à un groupe aussi puissant qu'Edipresse, je souhaite que les journaux régionaux de Suisse romande se rapprochent afin de collaborer à l'exécution de certaines tâches. Deux exemples: le Salon de l'auto et les programmes hebdomadaires radio-TV

«L'orgueil genevois vient d'encaisser un gros choc»

Le Conseil d'Etat genevois a tenu à commenter l'opération en diffusant un communiqué.

En apprenant hier l'opération d'Edipresse alors qu'il avait partagé la veille un traditionnel repas annuel avec les éditeurs du bout du lac, le Conseil d'Etat genevois s'est senti obligé de diffuser un communiqué. De la sorte, il a «souhaité vivement que l'indépendance rédactionnelle de la «Tribune de Genève» soit sauvegardée afin de permettre le maintien d'un titre qui est l'une des expressions de l'identité genevoise».

La sensibilité régionale du gouvernement a-t-elle donc été froissée? Peut-être un peu, concède Ernst Bollinger, conseiller en information du Conseil d'Etat: «Ce qui certain, c'est que l'orgueil de nombreux Genevois souffrira en voyant leur «Julie» reprise par des Vaudois.» Selon ce spécialiste des médias, l'inquiétude gouvernementale découle de l'expansion d'un groupe de presse qui peut influencer le traitement de l'information locale alors que son siège est situé hors du canton.

qui pourraient donner lieu à des suppléments communs. Cela libérerait des forces afin de mieux affirmer nos spécificités respectives. Et nous permettrait de mieux nous battre afin de préserver notre indépendance. Un point positif tout de même. Cette affaire clarifie le rôle de Publicitas dont on ne savait plus s'il s'agissait d'une maison d'édition ou de publicité.



Ernst Bollinger: «Les impératifs économiques vont peser plus lourd.»

«Si on pousse le raisonnement plus loin, poursuit-il en songeant à ce qui s'est passé dans certaines villes de Suisse allemande, on peut craindre que la «Tribune de Genève» ne devienne une sorte d'édition régionale de «24 heures». Mais, de mon point de vue, l'important est de sauver un journal. D'ailleurs, je ne pense pas qu'il y aura de véritable emprise d'Edipresse sur la rédaction. Mais les impératifs économiques peseront forcément plus lourd.»

DANIEL AUDÉTAT

«Pas de furrerement»

Willy Furrer, président du conseil d'administration du «Démocrate». Il y a quelques années, personne n'imaginait que l'évolution de la presse puisse aller dans ce sens. Mais la participation d'Edipresse au capital du Démocrate est minoritaire, la majorité restant en mains jurassiennes. C'est essen-

tiel car cela nous permet de garantir le maintien d'une presse régionale. Pour le lecteur, il n'y aura donc pas de changements. Parallèlement, je crois que la situation économique actuelle nous oblige à la plus grande ouverture d'esprit afin de trouver des occasions de synergie. Ainsi, nous espérons que le rapprochement entre Edipresse et le Démocrate favorisera une exploitation optimale des installations techniques dont nous sommes richement dotés.

«Le pour et le contre»

François Geyer, secrétaire central romand de la Fédération suisse des journalistes (FSJ).



François Geyer: «Un groupe étranger aurait fait plus de dégâts.»

Le phénomène de concentration de la presse se poursuit. Ce qui nous inquiète dans cette perspective, c'est moins le nombre de journaux détenus par un même éditeur que le nombre de personnes qui dépendent du même employeur. Cela dit, il faut rappeler que la FSJ avait très peu apprécié que Publicitas prenne une forte participation au capital de la Tribune de Genève, en raison des relations qui s'imposaient ainsi entre publicité et rédaction. Dès lors, je ne peux qu'être satisfait de la reprise de la Tribune

par un véritable éditeur. Car je crois savoir que le déficit cumulé des précédents exercices porte sur un montant à huit chiffres.

Le journal était donc menacé de disparition. Pourtant, sa position sur le marché est saine. Il y avait donc de toute évidence un problème de gestion. Je pense que son expérience devrait permettre à Edipresse de redresser la situation. Ce qui permettra de préserver un maximum de places de travail. Et puis il ne faut pas oublier l'Europe. A terme, un groupe de presse étranger, par exemple le groupe Hersant, aurait pu débarquer. Et cela, du point de vue du personnel, aurait pu faire de gros dégâts.

«La naissance d'un géant»

Dans son dernier livre, la syndique de Lausanne Yvette Jaggi l'avait constaté, sans véritable amertume: dans sa ville, elle a souvent affaire à une presse qui ne la ménage pas et qui y est en situation de quasi-monopole. Elle qui avait étudié de très près les phénomènes de concentration dans le commerce de détail juge que celui-ci est «au fond dans la logique de la marche des affaires». Mais tout le problème, explique la magistrate vaudoise, c'est qu'on est là dans un tout autre domaine et qu'une concentration dans la presse a une portée différente. «Qu'on le veuille ou non, cela restreint la diversité des opinions et des idées en général», juge Yvette Jaggi. La syndique estime encore qu'on vient de bien d'assister à la naissance d'un géant à l'échelle romande. Toute la question, ajoute enfin Yvette Jaggi, c'est que, face à un éditeur aussi puissant, il faut des rédacteurs en chef qui aient une forte personnalité. «Si cela n'est pas le cas, c'est grave.»

PROPOS RECUEILLIS PAR DANIEL AUDÉTAT ET MICHEL ZENDALI



Luc Macherel: «De nouvelles fusions sont prévisibles.»

La nouvelle du rachat de la Tribune de Genève n'a pas vraiment été une surprise. Nous con-